

INSTALLATION D'UNE GESTION TECHNIQUE DU BATIMENT

DOCUMENT UNIQUE

VALANT REGLEMENT DE LA CONSULTATION, CANDIDATURE, ACTE D'ENGAGEMENT ET CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

TRAVAUX

PROCEDURE DE PASSATION : MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE en application des articles L. 2124-1 et 2, R. 2123-1 et R. 2161-6 du code de la commande publique

Code CPV principaux :

45315100

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

Il peut également être demandé à l'adresse suivante :

CREPS de MONTPELLIER

2, avenue Charles Flahault - 34090 Montpellier

Tél.: 04 67 61 05 22

direction@creps-montpellier.sports.gouv.fr

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 11 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Le présent document est le dossier de consultation, valant contrat et acte d'engagement.

Date limite de remise des offres : le 25 avril 2025

Article 1. Identification de l'acheteur	4
Article 2. Identification de l'opérateur économique	5
Article 2. Objet de la consultation	6
2.1 Objet du marché.....	6
2.2 Nomenclature européenne applicable (code CPV)	6
2.3 Procédure de passation	6
2.4 Type de marché	6
2.5 Allotissement	6
Article 3. Règlement de consultation.....	7
3.1 Dispositions générales	7
3.2 Documents à fournir par le candidat.....	8
3.3 Modalités de retrait et de modification des documents de la consultation.....	8
3.4 Pièces exigées pour la présentation de la candidature	8
3.6 Examen des candidatures.....	9
3.7 Pièces exigées pour la présentation de l'offre	9
3.8 Critères de sélection des offres	10
3.9 Durée de validité des offres	10
Article 4. Clauses techniques.....	11
4-1 Description du marché.....	11
4-2 Caractéristique des installations	11
4-2 Autocontrôle et réunions de chantier.....	18
Article 5. Clauses Sociales et environnementales	18
5- 1 Clauses sociales.....	18
5- 2 Clauses environnementales.....	19
Article 5. Clauses administratives.....	19
5.1 Liste des documents contractuels par ordre de priorité.....	19
5.2 Lieu d'exécution des prestations	19
6.1 Ordres de services	19
6.2 Sous-traitance.....	20
5.2 Prix.....	21
5.3 Avance.....	21
5.4 Facturation et acompte.....	21
5.6 Déclaration d'assurance.....	21
5.8 Traitement des données à caractère personnel	22
5.8.1 Préambule–précisions terminologiques.....	22

5.8.2 Description du traitement de données à caractères personnel	22
5.9 Litiges et contentieux	22
Article 6. Confidentialité.....	22
Article 7. Signature du marché par le titulaire ou en cas de groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement	23
Article 8. Signature de l'acheteur	25

Article 1. Identification de l'acheteur

Désignation de l'acheteur :

**CREPS DE MONTPELLIER
Site De Montpellier
2 av. Charles Flahault
34000 Montpellier**

L'acheteur est dénommé ci-après « CREPS ».

Type d'acheteur :

Le CREPS, en sa qualité d'établissement public et de pouvoir adjudicateur, est soumis à la réglementation des marchés publics.

Nom, prénom, qualité du signataire du marché public :

**Madame Aurélie MARTINIERE
Directrice du CREPS de Montpellier – Font Romeu**

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-60 et suivants

✱ **Jerome.daval@creps-montpellier.sports.gouv.fr**

✱ **patrice.gauthier@laregion.fr Responsable technique**

✱ **kempenar@me.com et jean-pierre.kempenar@laregion.fr** Chargé de la Maintenance Préventive et Curative des équipements thermiques. 201 Avenue de la Pompignane 34064 Montpellier Cedex 02, téléphone 04 67 22 98 89

Désignation du comptable assignataire des dépenses :

**Monsieur Christophe Noirot
Groupement comptable national**

Article 2. Identification de l'opérateur économique

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

Nom de l'entreprise et nom du représentant identifié :

Adresse, téléphone, courriel...

.....

Ayant son domicile/ siège social à

N° SIRET :

Si groupement d'entreprises :

Nature du groupement (conjoint ou solidaires) :

Identification des membres du groupement :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.)

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Identification du mandataire (nom, prénom et qualité) et coordonnées :

Compte(s) à créditer /coordonnées bancaires :

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

Article 2. Objet de la consultation

2.1 Objet du marché

Les stipulations du présent document unique concernent la rénovation d'une gestion technique des bâtiments du CREPS de Montpellier;

Durée prévisionnelle des travaux : à compter de septembre 2025

2.2 Nomenclature européenne applicable (code CPV)

Code CPV :

- 45315100

2.3 Procédure de passation

Ce marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L. 2124-1 et 2, R. 2123-1 et R 2161-6 du code de la commande publique

Le présent contrat sera soumis au cahier des clauses administratives générales travaux.

2.4 Type de marché

Le présent marché est un marché de travaux au sens de l'article L.1111-2 du code de la commande publique.

2.5 Allotissement

Le marché ne comprend pas de lot

2.6 Montant estimatif du marché

Le montant estimé du marché est 180 000 €

2.7 Visite du chantier

Les candidats effectueront obligatoirement une visite des locaux. Les candidats devront se rapprocher du CREPS pour fixer un rendez-vous :

Contact pour les visites :

Patrice Gauthier – responsable des services techniques

Mail : patrice.gauthier@creps-montpellier.sports.gouv.fr

Tel : 06 19 70 00 69

Un certificat de visite sera remis à chaque candidat justifiant qu'il a bien effectué la visite du site. Ce document sera joint au dossier d'offres. En tout état de cause, les candidats sont réputés connaître les locaux et les avoir visités.

En conséquence, ils ne pourront élever aucune réclamation, ni former aucune demande d'indemnisation ultérieure sur une méconnaissance alléguée des lieux et des contraintes techniques liées à la gestion du service. Le titulaire actuel du marché est exempté de l'obligation de visite.

Article 3. Règlement de consultation

3.1 Dispositions générales

Durée d'exécution du marché

La durée du marché se confond avec le délai d'exécution des travaux, qui ne pourra être inférieur à 3 mois à compter de la notification du marché. Une prolongation des délais pourra être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Recours à la négociation

Le CREPS pourra négocier avec les candidats ayant présenté une offre.

Le CREPS se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

La procédure de négociation sera conduite conformément aux articles L. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique

Après réception et analyse des offres initiales, l'acheteur se réserve le droit d'engager des négociations avec les candidats dont les offres ont été jugées recevables. Les négociations pourront porter sur tous les aspects de l'offre, y compris le prix, les délais d'exécution, les modalités techniques et les conditions contractuelles.

Les candidats seront informés par écrit des modalités précises de la négociation, y compris les dates et les lieux des réunions, ainsi que les documents à fournir. Les négociations pourront se dérouler en plusieurs phases, avec des échanges successifs entre l'acheteur et les candidats. À l'issue des négociations, les candidats seront invités à soumettre leur offre finale révisée.

Mise au point

La mise au point du marché sera réalisée conformément à l'article R. 2152-13 du Code de la commande publique

Après l'attribution du marché et avant sa signature, l'acheteur et le soumissionnaire retenu procéderont à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point a pour objectif de préciser certains éléments du marché, de corriger des erreurs matérielles ou d'apporter des ajustements mineurs sans modifier les caractéristiques substantielles de l'offre ou du marché.

Les modifications apportées lors de la mise au point seront consignées dans un document annexé à l'acte d'engagement. Ce document sera signé par l'acheteur et le soumissionnaire retenu. La mise au point ne pourra en aucun cas remettre en cause les conditions initiales de mise en concurrence ni le principe d'égalité de traitement des candidats.

Opérateurs économiques

Le présent marché sera conclu soit avec un titulaire unique, soit avec un groupement d'entreprises.

Conformément aux dispositions des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique, les entreprises souhaitant se présenter groupées pourront choisir la forme du groupement conjoint ou solidaire.

MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS

3.2 Documents à fournir par le candidat

- Le présent document complété, daté et signé, valant acte d'engagement
- Lettre de candidature et déclaration du candidat dûment remplies et datées (formulaire DC1, DC2 versées dans le DCE ou équivalents) ;
- Un mémoire technique précisant les moyens et procédés mis en œuvre pour respecter les prescriptions techniques, ainsi que les clauses sociales et environnementales définies dans le présent document en précisant : l'organisation du chantier, les conditions d'encadrement, la préparation, les moyens humains et matériels qui seront utilisés, les procédures mises en place pour réaliser l'opération en site occupé, le projet d'installation du chantier,
- Un descriptif précisant les marques et types des matériels proposés
- L'attestation de visite remise lors de la visite obligatoire
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Spécifications techniques

3.3 Modalités de retrait et de modification des documents de la consultation

Les candidats doivent transmettre leur offre par voie électronique au profil acheteur du CREPS de MONTPELLIER, à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr. Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Les plis doivent parvenir avant la date et l'heure limite de réception des offres fixée en page de garde du présent document.

Les candidats sont seuls responsables du respect de la date de dépôt. Les offres qui parviendraient après la date et heure limite ne seront pas acceptées.

L'envoi dématérialisé permet de scinder deux fichiers ou deux groupes de fichiers permettant d'ouvrir individuellement et de façon chronologique la partie « candidature » et la partie « offre », appelées respectivement « *enveloppe électronique* » et « *enveloppe offre* ».

La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire. Le dépôt des plis par voie matérialisée n'est pas autorisé à l'exception de l'envoi d'une copie de sauvegarde qui est strictement identifiable.

Signature électronique

Les candidatures et l'acte d'engagement transmis par voie électronique sont signés au moyen d'un certificat de signature électronique.

PRESENTATION DE LA CANDIDATURE :

3.4 Pièces exigées pour la présentation de la candidature

Les candidats doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1, dûment rempli et daté ;
- Déclaration du candidat ou formulaire DC2, dûment rempli et daté.

Le CREPS préconise l'utilisation des formulaires DC1 et DC2 (versés sur la plateforme dédiée et sur le site du ministère de l'économie et des finances).

Le dossier de candidature comprendra les éléments suivants

1° Les renseignements concernant la situation juridique du candidat

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique ;
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Renseignements sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, mentionnés aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail.

2° Les renseignements permettant d'évaluer les capacités économiques et financières du candidat

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

3° Les renseignements permettant d'évaluer les capacités techniques et professionnelles du candidat

- Le chiffre d'affaires concernant les prestations de services réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ou de tout autre moyen de justifier de la capacité du candidat à réaliser les prestations objets du marché ;
- La liste des références du candidat équivalent à celles de la présente consultation ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.

3.6 Examen des candidatures

Les candidatures sont examinées au regard des éléments produits à l'appui de la candidature et conformément aux dispositions des articles L.2141 à L.2141-14 du code de la commande publique, relatifs aux motifs d'exclusions de la procédure de passation, sont applicables à la présente consultation.

Conformément aux dispositions à l'article L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner obligatoire. Le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

3.7 Pièces exigées pour la présentation de l'offre

- Le présent document complété, daté et signé.
- Lettre de candidature et déclaration du candidat dûment remplies et datées (formulaire DC1, DC2 versées dans le DCE ou équivalents) ;
- Un mémoire technique précisant les moyens et procédés mis en œuvre pour respecter les prescriptions techniques définies dans le présent document.
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Spécifications techniques

3.8 Critères de sélection des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont rejetées.

Les offres des candidats admis à l'analyse de leur proposition seront notées et classées selon deux critères. Le tableau ci-dessous détaille les notes maximales, les formules de notation et les coefficients affectés à chacun des critères.

Les notes obtenues pour chacun des sous-critères seront additionnées pour obtenir une note totale sur 100.

Critères	Pondération
1- Valeur technique	60 %
2- Prix des prestations	40 %

Règles de calcul des critères :

- Calcul de la note pour le critère prix: l'offre financière la moins-disante est comparée à l'offre financière étudiée. On obtient (offre la moins disante / offre analysée) x 10 x pourcentage de pondération.
- Calcul de la note pour la valeur technique: l'offre technique est étudiée et comparée à l'offre technique la mieux-disante. On obtient (offre analysée / offre mieux distante plafonnée au maximum utile) x 10 x pourcentage de pondération.

La valeur technique est évaluée sur la base des précisions techniques de l'offre, sur l'organisation, les moyens mis en œuvre pour respecter les délais, les contraintes techniques, la qualification et l'expérience du personnel assigné à l'exécution du marché.

Règles d'arrondi :

Si le chiffre des centièmes des notes intermédiaires et finales est :

0, 1, 2, 3 ou 4, le chiffre des dixièmes est arrondi par défaut au dixième inférieur ;

5, 6, 7, 8 ou 9, le chiffre des dixièmes est arrondi par excès au dixième supérieur.

Les offres sont classées par ordre décroissant de note finale obtenue. Le candidat dont l'offre est arrivée en première position est pressenti pour l'attribution du marché.

3.9 Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à un mois à compter de la date limite de réception des offres.

Article 4. Clauses techniques

4-1 Description du marché

Les locaux du Creps possèdent déjà un système de surveillance des énergies consommées, le système est de marque chauvin Arnoux avec superviseur des données.

L'objet principal des travaux à mener concernent des travaux de rénovation du système de gestion technique centralisée.

4-2 Caractéristique des installations



Remplacement de tous les équipements existants, automate, auxiliaires, cartes et convertisseurs divers, pour mise en place y compris toutes sujétions jusqu'à la livraison complète d'un système de haute qualité, basé sur des régulateurs paramétrables, avec superviseur des données en provenance de ces régulateurs, le but étant de disposer d'équipements autonomes, paramètres d'usine, sans nécessité de faire intervenir un automaticien, et ce afin de garantir une forte appropriation des équipements par tous les intervenants (agents technique du lycée, société de maintenance, etc). Système simple, robuste et très bien paramétrés, y compris le tirage des bus de communication de haute qualité entre tous les équipements, le changement de servomoteurs des vannes de zone si nécessaire, des vannes 2 ou 3 voies si nécessaire, etc.

Les fonctions attendues sont les suivantes :

- Récupération et paramétrage de tous les compteurs d'énergie en place du système Enerdis du fabricant Chauvin Arnoux Group. A voir et quantifier sur place en visualisant toutes les données qui figurent sur le poste de l'informaticien du Creps.
- Intégration complète des sondes et comptages du système Enerdis sur le superviseur type Tridium.
- Récupération des sondes de températures ambiance, extérieur, départ température des circuits,

- Etat de tous les équipements (position réel des vannes trois voies et pas le signal demandé par le/les régulateurs) défauts de tous les équipements CVC (CTA, chaudières, pompes, ballons ECS, etc), arrêt, marche, etc.
- Modifications des câblages, changements des sondes sin nécessaire, des servomoteurs de zone, des servomoteurs des vannes 3 voies, etc.
- Nouveaux coffrets d'étage etc,
- Appareil d'ambiance, régulateurs, etc.
- IP routeur/KNX.
- Switch Ethernet 9 ports par armoire de commande et de régulation, niveau de qualité industriel.
- Console de gestion LCD type RMZ 790 ou équivalent.
- Sondes à plongeur
- Changement des vannes de zones des salles de classe.
- Concentrateur Web type OZW772.250 ou équivalent.
- Supervision type Jace 8000 ou équivalent pour 1500 points.
- Langage HTML 5 uniquement et surtout pas de java.
- Licence logiciel.
- Ordinateur de supervision PC FANLESS type TS-206-U6A1E Intel Core i7-6600U en 2,6 GHz, 4 ports Poe, 1 baie 2,5 amovible. DDR3L à 1600 MHz. 8 GO de Ram. Carte graphique HD graphics 520. Port HDMI. 2 Ports Lan RJ45. 2ports USB2 et 2 ports USB3.0. Windows 11. Construction du corps en aluminium. Logiciel Windows en français. Alimentation Ac to DC. Cable de liaison avec le moniteur 24 pouces en HDMI.
- Switch industriel ethernet.
- Transformateur d'isolement, de changement de tension, etc.
- Routeur 4G.
- Paramétrages régulateurs et régulateurs de zones.
- Réalisation des nouvelles vues, des vues comptages avec la charte graphique de la Région Occitanie.
- Sondes température extérieure IP54 avec pile inter changeable.
- Toutes les sondes Lorawan devront être de classe A.
- Pour les capteurs d'énergie électrique, capteur type Tyness energy avec pince clipsable.
- Sondes températures ambiante sans écran LCD avec pile inter changeable.
- Le système LoraWan devra permettre de déployer aisément des prises connectées type Lorawan Milesigth D2D WS51X ou équivalent.

Locaux concernés sans être exhaustif (l'entreprise prenant la responsabilité avec la visite obligatoire pour qu'aucun poste ne soit oublié).

- Toutes les chaufferies.
- Toutes les PAC Pompes à chaleur en chaud et/ou en froid.
- Tous les circuits chauffage

Toutes les productions d'eau Chaude

- Toutes les centrales d'air
- Tous les équipements du process cuisine en ventilation.
- Tirages complets des bus de connexion KNX.
- Sondes Lorawan possible.

L'entreprise devra prévoir de remonter les états, les alarmes suivantes, ainsi que les comptages énergie, gaz et eau.

Chaufferie principale avec les deux chaudières Guillot (chaufferie n°4)

- Production ECS pour l'internat et pour la cuisine, températures départ eau Chaude, 2 retours de bouclage.
- Départ Sydney pompe Salmson CXL2080
- Départ Triathlon pompe CXL 2080.
- Départ Atlanta pompe CXL 2050.
- Départ Spinosi pompe magna 1 32-60
- Départ muscu pompe cxi 2070.
- Charge Gymnase Maxo D 50/0.5-9
- Bouclage ECS Salmson NSB.
- Charge chaudière magna 1 65-120
- Ajout d'un compteur d'énergie électrique sur le tableau divisionnaire propre à la rotonde.
- Ajout d'un compteur gaz à émetteurs d'impulsion avec barrière intrinsèque.
- Ajout de 3 sondes de températures ambiante (3) type LoraWan ARF8373AB ou équivalent. Sondes obligatoirement à pile remplaçable.

Chaufferie de l'entrée du Creps (chaufferie n°1)

- Régulateur RVL en place à remplacer par des régulateurs communicants type Siemens Synco ou équivalent.
- Pompes double Salmson.
- Vanne 3 voies à secteurs SQK33.00.

- Chaudière au sol et son bruleur Weishaupt.
- Compteur d'eau de remplissage à changer par une version en DN15 en modbus (pas d'impulsion)
- Ajout d'un compteur d'énergie électrique sur le tableau divisionnaire propre à la rotonde.
- Ajout de 2 sondes de températures ambiante (2) type LoraWan ARF8373AB ou équivalent. Sondes obligatoirement à pile remplaçable.
- Ajout d'un compteur gaz à émetteurs d'impulsion avec barrière intrinsèque.

Equipements CVC Toiture Spinozi

- Centrale double flux Swegon type Gold RX + batterie eau chaude + vanne 3 voies SAS61.03 motorisées pour la batterie de pré chauffage. Y compris la batterie à détente directe de marque Hitachi modele EXV-10.0E2.
- Ajout d'un compteur d'énergie électrique sur le tableau divisionnaire propre à la rotonde.

Chaufferie Hébergement (chaufferie n°3)

- Les 2 chaudières gaz, état, cascade, températures départ (2), état, marche et arrêt,
- Pompes de charge d'une chaudière
- Pompe de recyclage de la seconde chaudière.
- Pompes double de charge ecs, état, défaut, marche et arrêt
- Pompe de bouclage, état, défaut, marche et arrêt
- Température retour de bouclage (3) y compris
- Températures de stockage du ballon ecs (2).
- Températures ambiante (3) une par étage.
- Ajout de 3 sondes de températures ambiante (3) type LoraWan ARF8373AB ou équivalent. Sondes obligatoirement à pile remplaçable.
- Ajout d'une température extérieure.
- Ajout d'un compteur d'énergie électrique sur le tableau divisionnaire propre à la rotonde.
- Ajout d'un compteur gaz à émetteurs d'impulsion avec barrière intrinsèque.
- Ajout ou remplacement du compteur de remplissage en eau en DN15 ou 20 en modbus.

Gymnase Cazaban

- PAC spécifique pour la climatisation du gymnase,

- Tirage du câble ethernet entre la baie de brassage du gymnase et la carte ethernet interne de la Pac de marque BlueBox Swegon.
- Récupération de toutes les données de la Pac, permettant le pilotage complet à distance, consigne température départ eau glacée, heures et jours de fonctionnement. Alertes défaut, état, etc.
- Températures ambiante (2)
- Aérothermes, état, défaut, marche et arrêt.
- 2 températures de soufflage des 2 Pac.
- Ajout de 2 sondes de températures ambiante (2) type LoraWan ARF8373AB ou équivalent. Sondes obligatoirement à pile remplaçable.
- Ajout d'une température extérieure.
- Ajout d'un compteur d'énergie électrique sur le tableau divisionnaire propre à la rotonde.
- Ajout ou remplacement du compteur de remplissage en eau en DN15 ou 20 en modbus.
- Ajout ou remplacement du compteur sur l'arrivée eau froide générale du gymnase en modbus.

Salle de musculation

- Ajout de 2 sondes CO2 NDIR.
- Gestion de la PAC de marque Aquaciat LDH 250Z 3X400 Connect année 2004.
- Ajout d'une mesure de l'ampérage en fonctionnement.
- Ajout d'une température extérieure.
- Ajout de 2 sondes de températures ambiante (2) type LoraWan ARF8373AB ou équivalent. Sondes obligatoirement à pile remplaçable.
- Ajout d'un compteur d'énergie électrique sur le tableau divisionnaire propre à la rotonde.
- Ajout ou remplacement du compteur sur l'arrivée eau froide générale de la salle de musculation en modbus.

Chaudière bâtiment Administration, (chaufferie n°2)

- Ajout d'une sonde CO2 NDIR pour la salle de réunion.
- Ajout de 2 sondes de températures ambiante (2) type LoraWan ARF8373AB ou équivalent. Sondes obligatoirement à pile remplaçable.
- Ajout d'une température extérieure.
- Gestion chaudières Weishaupt série WTC 60-A AUSF de 60 kw.
- Ajout d'un compteur d'énergie électrique sur le tableau divisionnaire propre à la rotonde.

- Ajout d'un compteur gaz à émetteurs d'impulsion avec barrière intrinsèque.
- Ajout ou remplacement du compteur de remplissage en eau en DN15 ou 20 en modbus.
- Gestion de la PAC à proximité de la chaufferie, type Ciat série Aquaciat LDH 250Z.

Rotonde

- Ajout d'une sonde CO2 NDIR
- Ajout d'une sonde température ambiante à placer dans la rotonde.
- Gestion des consoles chauffage et climatisation, gestion horaire et journalière
- Intégration des climatiseurs.
- Ajout d'une température extérieure.
- Ajout d'un compteur d'énergie électrique sur le tableau divisionnaire propre à la rotonde.
- Ajout ou remplacement du compteur sur l'arrivée eau froide générale de la cuisine en modbus.

Poste alimentation électrique

- Remontée des données du poste d'alimentation principal qui se trouve à l'entrée du creps. Tension, ampérage, consommation énergétique.

PAC Halle Shaw

- Gestion des PAC chauffage qui sont dans le local arrière de la halle.
- 2 températures de soufflage des 2 Pac.
- 2 sondes de température ambiante à placer dans le volume de la halle.
- Température ECS de stockage
- Température de bouclage ECS.
- Marche et arrêt des convecteurs électriques des bureaux annexes.
- Ajout d'une mesure de l'ampérage en fonctionnement par Pac (2).
- Ajout ou remplacement du compteur sur l'arrivée eau froide générale de la halle en modbus.
- Ajout d'un compteur sur l'entrée eau froide du ballon de production ECS avec connexion Modbus.

Cuisine du Creps

- Tous les équipements de ventilation du process cuisine, air extrait des hottes, air de compensation, état, marche/arrêt,

- Tous les climatiseurs existants, marque Hitachi pour la salle du restaurant, toutes les cassettes 600/600mm. Hitachi type RAS-6HNC1E de 16 kw et cassette type RCIM2.0FSN4.
- Température de la chambre froide. Alarme dysfonctionnement compresseur de la chambre froide.
- Ajout d'un compteur gaz à émetteurs d'impulsion avec barrière intrinsèque.
- Intégration des climatiseurs.
- Gestion des équipements de ventilations nécessaires au fonctionnement de la cuisine
- Température ambiante (2 sondes)
- 2 sondes CO2 pour les 2 salles de restauration.
- Ajout d'une température extérieure.
- Ajout d'un compteur gaz à émetteurs d'impulsion avec barrière intrinsèque.
- Ajout ou remplacement du compteur sur l'arrivée eau froide générale de la cuisine en modbus.

Terrasse Spinosi

- Tous les équipements de ventilation en terrasse.
- Les climatiseurs.
- Gestion marche et arrêt de la CTA de marque Swegon, gestion horaires et journalières.
- Ajout sonde température de soufflage et de reprise sur la centrale d'air de marque Gold Swegon.
- Remontée de l'état des filtres de la CTA.

PAC CIAT

- Gestion marche et arrêt de la PAC Aquaciat 2 MH 180 200 240 300 année 2005, gestion horaires et journalières.

Bâtiment Préfabriqués

- Gestion marche et arrêt des unités Hitachi type RAS-12HRNM année 2010 et RAS8HRNSE + RAS6HNC1E, gestion horaires et journalières.

L'entreprise devra prévoir de chiffrer le remplacement complet des armoires de commande et de régulation des locaux suivants :

- Chaufferie principale coté atelier du Creps
- Chaufferie Hébergement
- Chaufferie de l'entrée du Creps

- Chaufferie du bâtiment administration.
- Armoire de commande neuve en terrasse de la salle spinozi.
- Armoire métallique avec 30% de surface disponible.
- 2 portes avec poignée métal et clé.
- Fixations robustes adaptées au mur support.
- IP54
- Presse étoupe, puissance en partie haute
- Bornier de raccordement en partie basse.
- 2 grilles de ventilation statique.
- Boutons de commande marche/arrêt/auto en façade
- Bouton LED indiquant l'état de fonctionnement des équipements, sous tension, en marche, à l'arrêt.

4-2 Autocontrôle et réunions de chantier

L'entreprise devra prévoir pendant la phase exécution, de transmettre des photos numériques des prestations en cours, à l'adresse de courriel jean-pierre.kempenar@laregion.fr, chaque vendredi après-midi, au nombre de 10 unités. Format numérique 1600*1200 pixels. Rapport hebdomadaire à transmettre sous peine de réfaction du montant global, sur support format PowerPoint, avec max 2 photos par diapositives et commentaires.

Article 5. Clauses Sociales et environnementales

5- 1 Clauses sociales

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre des actions en faveur de l'insertion professionnelle et de la lutte contre les exclusions. À ce titre, il devra réserver un nombre d'heures de travail à des personnes en insertion professionnelle, notamment celles rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

Les actions d'insertion pourront prendre la forme de :

1. **Embauche directe** : Recrutement de personnes en insertion professionnelle pour la réalisation des travaux.
2. **Sous-traitance** : Recours à des entreprises d'insertion ou à des structures de l'économie sociale et solidaire pour la réalisation de certaines prestations.
3. **Formation** : Mise en place de formations qualifiantes pour les personnes en insertion professionnelle.

Le titulaire devra fournir, à la remise de son offre, un plan détaillé des actions d'insertion qu'il envisage de mettre en œuvre, ainsi que les modalités de suivi et d'évaluation de ces actions. Ce plan sera évalué dans le cadre de l'analyse des offres.

Le non-respect de cette clause sociale pourra entraîner des pénalités financières et, en cas de manquement grave, la résiliation du marché.

5- 2 Clauses environnementales

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à respecter les principes du développement durable et à mettre en œuvre des actions visant à réduire l'impact environnemental des travaux. À ce titre, il devra :

1. **Gestion des déchets** : Mettre en place des procédures de tri et de recyclage des déchets générés par les travaux. Les déchets dangereux devront être traités conformément aux réglementations en vigueur.
2. **Utilisation de matériaux écologiques** : Privilégier l'utilisation de matériaux recyclés, renouvelables ou ayant un faible impact environnemental.
3. **Réduction de la consommation énergétique** : Adopter des pratiques visant à réduire la consommation d'énergie, notamment par l'utilisation d'équipements à haute efficacité énergétique.
4. **Protection de la biodiversité** : Prendre des mesures pour protéger la faune et la flore locales, notamment en évitant les nuisances sonores et en limitant l'emprise des travaux sur les espaces naturels.
5. **Suivi et évaluation** : Fournir régulièrement des rapports détaillant les actions mises en œuvre et les résultats obtenus en matière de réduction de l'impact environnemental.

Le titulaire devra fournir, à la remise de son offre, un plan détaillé des actions environnementales qu'il envisage de mettre en œuvre, ainsi que les modalités de suivi et d'évaluation de ces actions. Ce plan sera évalué dans le cadre de l'analyse des offres.

Le non-respect de cette clause environnementale pourra entraîner des pénalités financières et, en cas de manquement grave, la résiliation du marché.

Article 6. Clauses administratives

6.1 Liste des documents contractuels par ordre de priorité

Le présent marché est régi par les documents ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

1. le document unique, complété à l'article 1 et signé par le(s) candidat(s) et le représentant du CREPS ;
2. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux et de services dans sa version approuvée ;
3. le cas échéant, les annexes relatives à la co-traitance ou la sous-traitance (formulaire DC4) ;
4. l'offre technique du (des) titulaire(s) du marché.

6.2 Lieu d'exécution des prestations

CREPS de Montpellier

6.3 Ordres de services

Le démarrage général des travaux sera notifié par le pouvoir adjudicateur.

6.4 Sous-traitance

Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur¹.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le pouvoir adjudicateur.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

Il peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant² et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance quel que soit le montant de la sous-traitance.

Conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975, tout sous-traitant occulte dûment constaté par le pouvoir adjudicateur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de son sous-traitant dans un délai franc définie par ladite lettre de mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier le marché pour faute.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du code du travail.

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC³.

¹ *Tout désordre, toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, voire tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, enfin tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant sera imputée au titulaire du marché et fera l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il appartient alors à l'entreprise principale de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.*

² *Les sous-traitants dont il s'agit sont de premier rang ou « directs »*

³ *Le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit, toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite conformément à l'article 7 de la loi du 31 décembre 1975.*

6.5 Prix

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations du présent document. La date d'établissement des prix est la date de signature de l'offre de prix par le candidat.

6.6 Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire précisée, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

6.6 Facturation et acompte

La modalité de règlement est le virement par mandat administratif.

Le règlement des factures est mensuel, sur présentation d'une facture adressée avant le 5 du mois suivant.

L'émission de factures mensuelles ne donnera pas lieu au paiement d'acomptes.

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le titulaire remet au CREPS un décompte, une facture ou un mémoire précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes ; il joint, si nécessaire, les pièces justificatives, notamment les tarifs et barèmes appliqués.

6.7 Pénalités et réfaction

En cas de non-respect par le titulaire du marché de ses engagements contractuels, c'est-à-dire la non-exécution d'une des prestations attendues ou le retard d'exécution par rapport aux échéances fixées, celui-ci encourt une pénalité calculée selon les modalités définies dans le cahier des clauses administratives générales/Travaux.

Les pénalités peuvent être appliquées en cas de retard ou d'indisponibilité.

Celles-ci sont encourues après une mise en demeure adressée par courriel au titulaire de respecter ses obligations (le titulaire devra fournir une adresse courriel à cet effet) restée sans réponse dans un délai de 8 jours suivant cet envoi.

6.8 Déclaration d'assurance

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations, y compris en cas de sous-traitance. Dans un délai de **6 (six) JOURS à compter de la notification du marché** et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être titulaire d'une police d'assurances :

- au titre de la responsabilité civile ;
- garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de la prestation ;
- couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code civil.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux collaborateurs de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

6.8 Traitement des données à caractère personnel

6.8.1 Préambule-précisions terminologiques

Le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est le titulaire du présent marché, les sous-traitants sont les prestataires éventuels du titulaire du marché pour la réalisation de l'objet de celui-ci, et l'acheteur est le CREPS.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

6.8.2 Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CREOS, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de l'exécution du présent contrat et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés.

Le CREPS et le titulaire traitent, chacun pour son propre compte, en qualité de responsable de traitement distinct, pour leurs propres finalités, des données personnelles. A ce titre, chaque partie agissant ainsi en tant que responsable de traitement s'engage à traiter ces données personnelles en conformité avec la réglementation sur la protection des données, y compris le RGPD et la loi Informatique et Libertés.

Au terme du présent contrat, objet du traitement des données à caractère personnel du CREPS, le titulaire s'engage à détruire les données à caractère personnel du CREPS, après s'être assurée auprès de que ce dernier dispose de ces informations.

Le titulaire s'engage à fournir au Client, à première demande, un certificat de suppression des données à caractère personnel du CREPS.

6.9 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Avant tout recours devant les juridictions compétentes, chaque partie s'engage à privilégier la voie du règlement amiable des litiges.

En cas de non résolution amiable des litiges, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Article 7. Confidentialité

Toutes les informations communiquées par le Conseil national ou ses membres sont réputées de nature confidentielle, sauf si elles ont été expressément mentionnées comme publiques, et ne peuvent être utilisées par le titulaire que pour les besoins du présent contrat.

Le titulaire s'interdit d'exploiter de quelque manière que ce soit, à son profit ou au profit de tiers, les travaux résultant des missions exécutées dans le cadre du présent contrat.

Article 8. Signature du marché par le titulaire ou en cas de groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché et conformément à leurs clauses, conditions administratives et exigences techniques, j'accepte sans réserve les clauses énoncées ci-avant, contenues dans les documents originaux conservés par l'administration (seuls faisant foi) et le signataire,

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

☐ engage la société sur la base de son offre ;

☐ l'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

à exécuter les prestations demandées au prix indiqué ci-dessous :

Après avoir pris connaissance du présent document unique, et conformément à ses clauses,

☐ Le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ engage la société sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du soumissionnaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ l'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

À exécuter les travaux demandées selon l'offre de prix jointe.

Signature du marché par le titulaire individuel :

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Signature du marché en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :

(Cocher la ou les cases correspondantes.)

☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)

☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché;

(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)

☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement : *(Cocher la case correspondante.)*

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;

☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché ;

☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Article 9. Signature de l'acheteur

L'offre du candidat est acceptée à, le

Signature :

(Représentant de l'acheteur habilité à signer le marché)